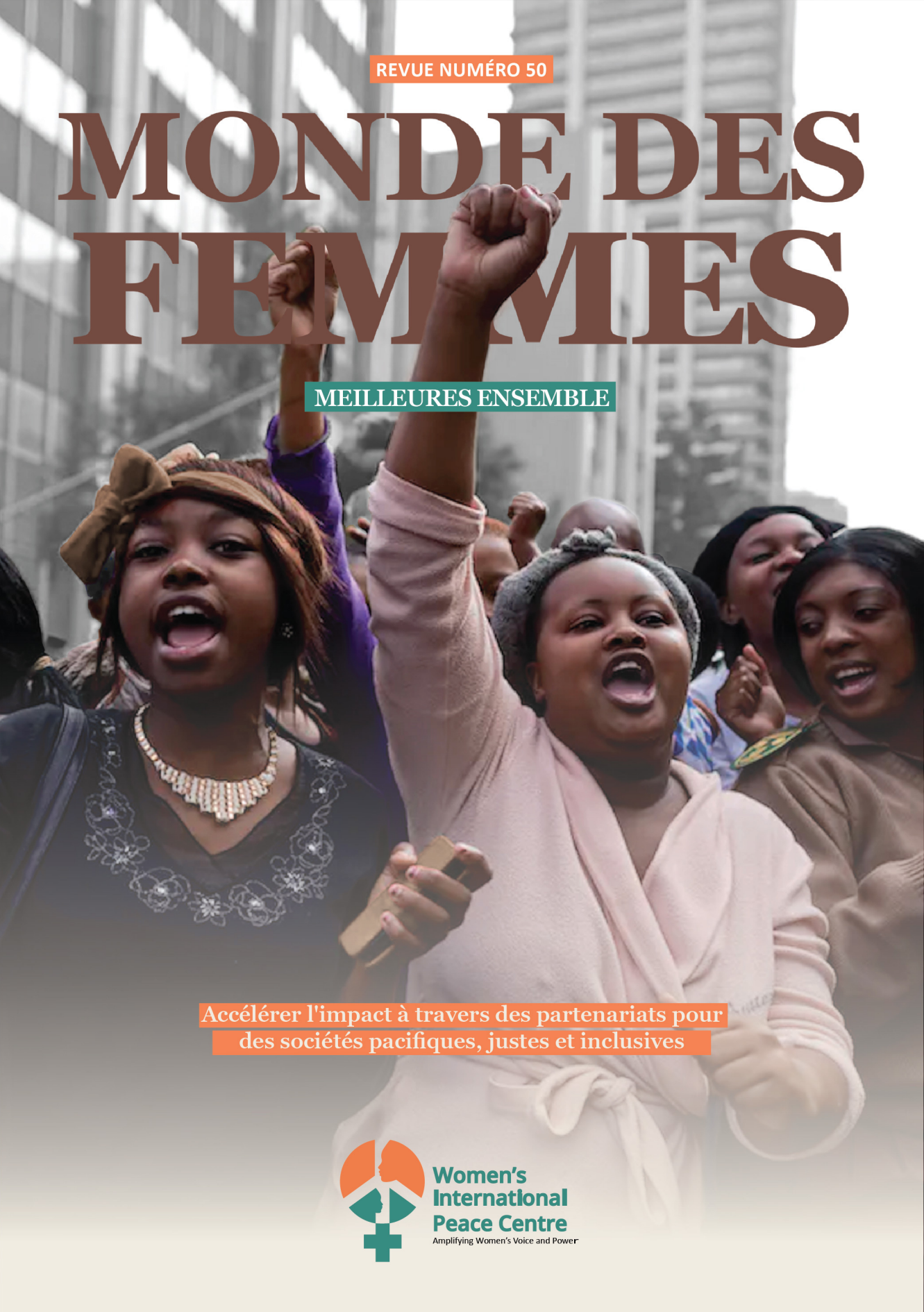
REVUE NUMÉRO 50

MONDE DES FEMMES

MEILLEURES ENSEMBLE



Accélérer l'impact à travers des partenariats pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Women's International Peace Centre
Amplifying Women's Voice and Power

REVUE NUMÉRO 50

MONDE DES FEMMES

MEILLEURS ENSEMBLE

Accélérer l'impact à travers des partenariats pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Women's International Peace Centre

Collaborateurs

Burundi
Godelieve Manirakiza, Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU-Association of Women Repatriated from Burundi)

Republique Democratic du Congo
Fiston Bahati Rubango, SOS- Information Juridique Multisectorielle (SOS- IJM)

Soudan du Sud
Joseph Issa, Initiative for Peace Communication Association (IPCA)

Traducteur
Ernest Hategeka

Equipe de rédaction
Helen Kezie-Nwoha
Sandra Tumwesigye
Latifah Namutebi

Pour toute correspondence s'adresser à:
The Executive Director
Women's International Peace Centre (The Peace Centre)
Plot 1, Martyrs Garden Road B, Ntinda
P.O. Box 4934, Kampala – Uganda
Tel: +256-414-543953
program@wipc.org
www.wipc.org

ISSN: 2788-4368

Droits d'auteur © Women's International Peace Centre
Tous Droits Réservés

Table des matières

Acronymes	i
Préface	ii
Introduction	1
Parcours des partenaires	6
Stratégies pour un plaidoyer réussi sur l'agenda FPS	9
Domaines clés d'apprentissage	13
Objectifs pour engager et influencer le discours et la pratique politiques au niveau régional	16
Valeur de l'apprentissage régional et des échanges de réseaux sur l'agenda FPS	19
Conclusion	22

Acronymes

AFRABU	Association des Femmes Rapatriées du Burundi (Association of Women Repatriated from Burundi)
AU	African Union (Union Africaine)
CSOs	Civil Society Organisations (Organisations des Sociétés Civiles)
DRC	Democratic Republic of Congo (République Démocratique du Congo)
EAC	East African Community (Communauté de l'Afrique de l'Est)
GBV	Gender-Based Violence (Violence Basée sur le Genre)
GIMAC	Gender is my Agenda Campaign
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IPCA	Initiative for Peace Communication Association
MONUSCO	United Nations Mission in the Democratic Republic of Congo
PWDs	People with Disabilities (Personnes avec Handicap)
RECs	Regional Economic Communities
SDGs	Sustainable Development Goals (Objectifs de Dévelopement Durable)
SOS-IJM	Information Juridique Multisectorielle
UN	United Nations
WASH	Water and Sanitation Hygiene

Préface

Il existe 60 652 271[1] femmes qui vivent au Burundi, en République Démocratique du Congo (RDC) et au Sud-Soudan réunis. Leur survie est menacée par la longue histoire de conflits violents et d'instabilité dans ces pays. Ainsi, la résolution de leurs problèmes de paix et de sécurité nécessite un effort combiné de diverses institutions, notamment l'alignement et la combinaison des compétences et des fonctions. C'est pourquoi les partenariats entre organisations partageant les mêmes idées sont essentiels pour la réussite des initiatives humanitaires et de développement à long terme.

Women's World 54 vise à réfléchir sur les stratégies utilisées et les leçons apprises dans la mise en œuvre du programme Just Future par les partenaires de la société civile au Burundi, en RDC et au Soudan du Sud. Godelieve Manirakiza, de l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU), Bahati Rubango, de SOS- Information Juridique Multisectorielle (SOS-IJM), et Joseph Issa, de Initiative for Peace Communication Association (IPCA), partagent les améliorations observées dans leurs efforts de plaidoyer en tant que membres de l'alliance, sur base des principes de représentation, de pouvoir partagé, d'action conjointe, d'appropriation, de respect et de vision partagée. Les trois partenaires attirent l'attention sur les domaines clés de leur croissance et les points forts de leurs efforts de plaidoyer régionaux qui leur permettent d'influencer le discours et la pratique de la paix et de la sécurité à ce niveau.

En 2021, Women's Peace Centre (le Centre de la paix) a organisé une formation à l'intention de 30 partenaires de Just Future du Burundi, de la RDC et du Soudan du Sud, afin d'approfondir leur compréhension de l'Union Africaine (UA) et des Communautés Economiques Régionales (CER). La formation était fondée sur l'importance d'une analyse basée sur des preuves pour un plaidoyer efficace et a fourni une plateforme aux organisations de la société civile (OSC) des trois pays pour travailler en collaboration afin de concevoir des stratégies de plaidoyer communes pour accélérer les actions visant à demander des comptes aux détenteurs d'obligations africains dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la justice.

Le Peace Centre a également organisé un échange régional d'apprentissage et de réseautage qui a permis aux partenaires de Just Future d'échanger des connaissances et de bonnes pratiques sur les stratégies relatives aux relations civilo-militaires, à la création des réseaux dans des espaces civiques de plus en plus restreints, à la réforme du secteur de la sécurité, au renforcement de l'accès à la justice par le biais de cliniques juridiques, à la promotion de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité dans la région des Grands Lacs et au soutien psychosocial des travailleurs du développement.

À ce jour, le Centre pour la paix a mis en place des bureaux d'aide au plaidoyer au Burundi, en RDC et au Soudan du Sud afin de recenser les acteurs et réseaux clés pour la création d'alliances et de fournir des conseils d'experts et un encadrement

1. 6,487,685 au Burundi, 48,041,436 en DRC et 6,123,150 au Soudan du Sud https://countrymeters.info

aux OSC locales. Cela leur permettra d'apprendre de manière pratique comment aborder les questions émergentes et amplifier ces questions au niveau national. Les bureaux d'aide au plaidoyer aident également les partenaires nationaux à rassembler des preuves pour influencer le plaidoyer régional et mondial.

Dans cette édition, les partenaires rendent compte des progrès réalisés dans leurs initiatives de plaidoyer, en utilisant les connaissances et les compétences acquises lors des différentes interventions. Ils proposent des recommandations pour l'amélioration du programme "Just Future" et des coalitions similaires, ainsi que pour le renforcement de la participation de leurs principales parties prenantes. Les expériences partagées soulignent plusieurs approches réussies qui peuvent être exploitées, mises à l'échelle et reproduites par des entités partageant les mêmes idées, en les adaptant à leurs propres programmes pour faire avancer le programme Femmes, Paix et Sécurité.

Introduction

Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) appellent à une action urgente de la part de tous les pays afin de reconnaître que la fin de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de l'éducation, la réduction des inégalités, la stimulation de la croissance économique et la lutte contre le changement climatique vont de pair. L'ODD 16+ sur la paix, la justice et l'inclusion fournit un cadre pour renforcer et relier les actions visant à lutter contre la fragilité, les conflits et la violence, qui sont les obstacles les plus importants à la réalisation des autres ODD.

À lui seul, l'ODD 16+ ne peut être le moteur du changement. Il repose sur les acteurs du changement et les réformateurs, tant au sein des gouvernements qu'à l'extérieur, qui doivent identifier les principaux obstacles à la paix, à la justice et à l'inclusion dans leurs propres contextes et prendre des mesures à cet égard, ainsi qu'intégrer l'agenda mondial dans les plans et processus nationaux. Les organisations nationales de la société civile comptent parmi les principaux artisans du changement. Les OSC jouent un rôle essentiel dans la traduction des engagements à construire des sociétés sûres, justes et inclusives que l'on trouve dans l'Agenda 2030 pour le développement durable en un changement positif dans la vie des gens, en particulier ceux qui vivent dans des États fragiles et ceux touchés par des conflits.

La localisation de l'ODD16+ par l'inclusion des organisations de la société civile dans les processus de décision politique et le soutien aux activités locales de consolidation de la paix est une étape vers le renforcement du leadership nécessaire au développement durable. Reconnaissant que les femmes et les jeunes subissent la violence différemment en raison de normes sociales conservatrices profondément enracinées et de hiérarchies générationnelles, il est essentiel que leur participation significative soit renforcée dans les processus de consolidation de la paix.

Par exemple, la société civile organisée et les mouvements sociaux, légitimés par une participation de masse ou de base, peuvent regrouper et articuler les besoins et les demandes de ces groupes les plus exclus, et s'engager en leur nom auprès des détenteurs de devoirs et de pouvoir. Les acteurs de la société civile contribuent également à soutenir les progrès en matière d'adaptation, de mise en œuvre, de suivi et d'établissement de rapports sur les cibles de l'ODD16+ au niveau local en adoptant des approches plus collaboratives et stratégiques pour favoriser les sociétés pacifiques.

Cependant, la société civile n'a pas toujours réussi à créer plus de responsabilité, de confiance et de dialogue entre les acteurs formels tels que les détenteurs de devoirs et de pouvoir et les citoyens, en raison du manque de capacité, des relations conflictuelles et de la complexité des contextes. Dans les contextes fragiles, la société civile peut être faible ou fragmentée, sa légitimité est souvent contestée, les relations avec les États sont mutuellement suspectes et le rétrécissement de l'espace civique sape sa capacité à exiger des institutions étatiques efficaces ou à négocier avec l'État.

Le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud figurent parmi les pays les plus fermés[2] et les

2. https://monitor.civicus.org

moins libres du monde. Le rétrécissement de l'espace civique dans ces trois pays a empêché de nombreux acteurs de la société civile de s'engager de manière significative dans la mise en œuvre de l'ODD16+ et les processus de responsabilisation. Les cadres juridiques et réglementaires restrictifs pour les OSC, les obstacles à la liberté de réunion, d'association et d'expression, et l'accès inadéquat aux ressources financières et autres compromettent gravement la réalisation des objectifs axés sur la non-violence, l'inclusion, la participation, l'accès à l'information et d'autres libertés fondamentales.

Au Burundi, le règlement politique est devenu plus fermé et autoritaire depuis la fin de la guerre civile en 2005, ce qui a encore réduit l'espace civique. La RDC reste fragmentée, incapable d'exercer son autorité sur les divers acteurs armés dans les périphéries. Au Soudan du Sud, la mise en œuvre de l'accord de 2018, qui touche bientôt à sa fin, n'a pas arrêté le glissement vers une exclusion politique fondée sur l'identité ethnique.

En outre, avec le début de la pandémie de COVID-19, les confinements, les couvre-feux et les restrictions de mobilité introduits par les gouvernements pour lutter contre la propagation du virus ont limité les activités de plaidoyer et de développement des capacités des OSC qui visaient à mobiliser l'action locale et nationale autour des cibles de l'ODD16+. Au Burundi, l'État a introduit des restrictions sur les activités publiques au nom de l'endiguement du COVID-19, ce qui a limité l'espace de mobilisation des OSC.

De plus, en raison de la pandémie de COVID-19, les voyages pour le plaidoyer ont été affectés par la réduction drastique des vols et les mesures de quarantaine dans de nombreux pays, avec des conséquences négatives pour les réunions transnationales, les missions de recherche et le plaidoyer dans les plateformes d'élaboration des politiques mondiales et régionales. Les espaces en ligne n'ont pas fonctionné pour tous en raison d'une connectivité Internet limitée, notamment dans les zones rurales, ce qui a nui à l'aspect pratique du développement des capacités et de l'organisation d'actions en ligne. Les OSC commencent à se reprendre et à utiliser d'autres moyens d'organisation.

L'Alliance pour un avenir juste a été créée pour soutenir les acteurs de la société civile et les organisations de défense des droits des femmes opérant dans des contextes fragiles, par le biais d'un partenariat stratégique mondial, afin d'obtenir l'impact à long terme d'une amélioration de l'accessibilité, de la réactivité et de la responsabilité des institutions de sécurité et de justice, ainsi que d'une prise de décision politique et de processus de paix inclusifs. Ceci en facilitant l'accès, en créant un soutien et en renforçant les capacités qui sont toutes nécessaires pour accroître l'espace civique, maintenir et promouvoir les droits de l'homme et assurer une participation significative et inclusive des groupes marginalisés.

Le programme se concentre sur six contextes fragiles, à savoir l'Afghanistan, le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC), le Mali, le Niger et le Soudan du Sud, et est mis en œuvre par un consortium de six (6) partenaires, à savoir : le Réseau Africain du secteur de la sécurité, Cordaid, le consortium SALAH, Search for Common Ground, le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix et le Women's International Peace Centre.

Il comprend également trois (3) partenaires de recherche : Rift Valley Institute, Stockholm International Peace Research Institute, et Van Vollenhoven Institute (Université de Leiden), ainsi qu'un (1) partenaire de réseau : Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding. Le consortium travaille avec des OSC locales et nationales en tant que partenaires de mise en œuvre pour représenter de manière significative la voix des gens, de sorte que les groupes d'intérêt les plus exclus et les détenteurs d'obligations considèrent le travail de plaidoyer comme légitime, ce qui augmente la durabilité des résultats obtenus.

L'Alliance pour un avenir juste reconnaît que l'un des facteurs clés du succès du plaidoyer et de l'influence est la sauvegarde, l'expansion et la récupération de l'espace civique. Le programme s'efforce de protéger les principales parties prenantes dans des contextes où elles sont directement menacées, d'élargir leur espace lorsque des cadres juridiques existent mais ne sont pas appliqués, et de récupérer leur espace lorsque le cadre juridique fait défaut. Les stratégies concomitantes et complémentaires comprennent la mobilisation et la coordination avec des acteurs influents, le renforcement de la solidarité entre les acteurs de la société civile en vue d'une action conjointe et la création d'espaces d'interaction.

Pour déterminer dans quelle mesure les OSC ont été renforcées pour aider les femmes et les jeunes à accroître leur influence sur les processus de paix locaux, nous avons interrogé les partenaires de mise en œuvre de Just Future au Burundi, en RDC et au Soudan du Sud sur les stratégies de plaidoyer qu'ils utilisent pour contribuer à la stabilité dans leurs pays.

Les stratégies présentées par les partenaires visent à garantir que les divers besoins de toutes les personnes touchées par les conflits et la fragilité, en particulier les femmes et les jeunes, soient satisfaits et que leurs droits soient protégés. Certaines des approches mentionnées comprennent le lobbying en exploitant les espaces stratégiques aux niveaux national, régional et mondial ; la promotion des efforts collectifs tels que la participation à des consortiums et l'utilisation de nouveaux outils de communication avancés pour organiser et amplifier les préoccupations des femmes dans la consolidation de la paix, y compris au niveau de la base.

En outre, les partenaires ont identifié des domaines clés de croissance qui leur permettront d'exploiter de nouvelles opportunités et de faire face aux menaces émergentes pour les efforts de plaidoyer réalisés par et au nom des groupes les plus exclus. L'un de ces aspects est le besoin accru de preuves qui mettent en évidence les nouvelles tendances pertinentes pour informer les politiques dans un environnement en constante évolution. De plus, ces preuves doivent être recueillies à l'aide de méthodes de recherche intersectionnelles qui reflètent la diversité des communautés les plus touchées et garantissent la prise en compte de leurs préoccupations dans l'action politique.

Nous avons également pris note des principales leçons apprises au cours de la mise en œuvre du projet Just Future, à ce jour Certains changements dans les contextes nationaux ont conduit à repenser les stratégies appropriées pour influencer les arènes décisionnelles pertinentes. En raison de leur caractère pratique, l'application de certaines des leçons partagées dans ce numéro contribuera à

combler le fossé entre la rhétorique et la pratique en matière de plaidoyer pour les femmes, la paix et la sécurité.

Répondants:

- **Godelieve Manirakiza du Burundi, directrice exécutive de l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU).**

  L'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU) a été créée en 2002 par des femmes rapatriées. L'organisation travaille dans 17 provinces du Burundi et a pour objectif d'améliorer les conditions d'accueil et de réintégration socio-économique des rapatriés, des déplacés internes et des ex-combattants, en particulier des femmes et des filles. L'une des stratégies utilisées par l'organisation est la réduction de la pauvreté par des actions entrepreneuriales, et des activités génératrices de revenus pouvant faciliter l'autonomisation des femmes et des filles.

- **Fiston Bahati Rubango de la RDC, conseiller en plaidoyer sur la réforme du secteur de la sécurité à SOS-Information Juridique Multisectorielle (SOS- IJM).**

  SOS - Information Juridique Multisectorielle (SOS-IJM) est une organisation sans but lucratif qui travaille sur l'accès à la justice, le lobbying et le plaidoyer pour les droits des femmes et des défenseurs des droits humains. Elle a son siège à Bukavu et dispose d'un bureau de plaidoyer à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC).

- **Et le Sud-Soudanais Joseph Issa, directeur exécutif de l'Initiative for Peace Communication Association (IPCA).**

  L'Initiative for Peace Communication Association (IPCA) a été créée en 2010 avec pour mandat de favoriser la paix et le développement au Soudan du Sud par le biais de communications innovantes et de programmes de sensibilisation communautaire qui cherchent à créer un espace de dialogue et à employer des mécanismes locaux pour résoudre les conflits. Au cours des dernières années et en réponse à l'évolution du contexte sécuritaire dans le pays, l'IPCA a étendu sa portée et ses programmes pour s'adapter aux besoins du peuple sud-soudanais, en offrant un accès à la justice et aux services juridiques ainsi que des programmes de subsistance et de sécurité alimentaire qui cherchent à renforcer la résilience des communautés vulnérables et touchées par le conflit.

Parcours des partenaires

Godelieve Manirakiza
AFRABU

Je m'appelle Godelieve Manirakiza et je travaille avec l'Association des femmes rapatriées du Burundi (AFRABU). L'association est basée au Burundi mais travaille au niveau régional en collaboration avec d'autres organisations travaillant sur les questions de paix et de sécurité. Nous nous concentrons sur la consolidation de la paix et nos actions tournent autour du plaidoyer, de la sensibilisation et de la résolution pacifique des conflits.

Nous menons également des actions de mentorat de groupe afin de promouvoir la cohésion sociale. Grâce à cela, différents groupes de femmes ont été dotés de compétences pour résoudre pacifiquement les conflits et développer des stratégies pour réintégrer pacifiquement les rapatriés. Nous pensons que pour consolider la paix, il faut un état de droit et le respect des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes et des jeunes. Notre travail est fondé sur les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, respectivement sur les femmes et les jeunes.

Bahati Rubango
SOS-IJM

Je vis et travaille en République démocratique du Congo, où sévissent des crimes contre l'humanité, notamment des violences sexuelles et des violences sexuelles fondées sur le sexe. Mon travail porte sur la réforme du secteur de la sécurité avec SOS-IJM qui est basé à Bukavu et à Kinshasa. Il faut savoir que la RDC est sous l'influence de nombreux groupes armés. Au Nord-Kivu, en Ituri et au Kasaï, l'activité des groupes armés, tant nationaux qu'étrangers, est endémique. Enlèvements, tueries et massacres sont à l'ordre du jour.

Au moment même où je vous parle, plus de 50[3] personnes ont récemment été tuées en Ituri, dont des femmes et des enfants. Cela a obligé le gouvernement à déclarer l'état de siège dans la province et trois jours de deuil. Mais en quoi est-ce une justice pour les victimes? Le Congo est en deuil depuis les années 1990. Donc, plus largement, notre organisation travaille également sur les questions d'accès à la justice pour les femmes marginalisées- y compris le plaidoyer aux niveaux provincial, national et international.

3. Au moins 60 personnes tuées dans une attaque de la milice dans l'est de la RD Congo

Joseph Issa
IPCA

Je m'appelle Joseph Edward Issa et je suis le directeur exécutif de l'IPCA, l'association Initiative for Peace Communication. IPCA est une organisation locale du Soudan du Sud qui a été créée en 2010. Notre travail est mis en œuvre dans six domaines thématiques clés, à savoir l'autonomisation et la protection des femmes, la consolidation de la paix et l'aténuation des conflits, l'accès à la justice et l'État de droit, la protection et l'éducation des enfants, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, ainsi que l'eau et l'hygiène sanitaire (WASH). L'IPCA opère dans six États du Soudan du Sud, à savoir l'État équatorial central, l'État équatorial occidental, l'État de Jonglei, l'État de Bahr el Ghazal occidental, l'État des lacs et l'État équatorial oriental. Nos stratégies comprennent le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, la création de réseaux et le plaidoyer. Nous sommes une association de 30 membres impliqués dans la médiation de la paix et la mise en œuvre de l'accord de paix.

Stratégies pour un plaidoyer réussi sur l'agenda FPS

Quelles sont les stratégies qui fonctionnent bien et dont les autres peuvent s'inspirer, dans votre plaidoyer pour les droits et la participation des femmes dans les situations de conflit?

Godelieve Manirakiza
AFRABU

Nous avons réalisé que pour réussir à garantir que les droits et la participation des femmes ne soient pas négligés dans les efforts de paix et de sécurité, tous les groupes concernés doivent être inclus. Nous nous efforçons donc d'impliquer certaines des communautés les plus exclues, comme les communautés de base et les personnes vivant avec un handicap (PWD), y compris les personnes atteintes d'albinisme, dans nos efforts de plaidoyer. Par exemple, nous avons forgé des alliances avec des structures communautaires afin qu'ensemble, nous puissions promouvoir les droits des femmes.

Avant le plaidoyer, il est également important de renforcer les capacités de ces groupes afin qu'ils puissent influencer la prise de décision, la politique et les processus de paix à différents niveaux. Nous organisons des sessions de renforcement des capacités afin de doter les femmes et les jeunes des compétences nécessaires pour exprimer leurs besoins et leurs préoccupations, par eux-mêmes.

Notre travail comprend également l'élaboration de stratégies pour guider les efforts de plaidoyer. Chaque entité, province et communauté établit son propre plan de plaidoyer à partir duquel nous élaborons un plan national. Nous avons au moins 17 plans de plaidoyer. Nous allons un cran plus loin en assurant le suivi et en veillant à ce que ces plans d'action soient mis en œuvre et que les résultats soient documentés.

Pour ce faire, nous recueillons des données sur des indicateurs préalablement identifiés et déterminons les changements qui résultent directement de nos actions. Par exemple, certains groupes ont contribué de manière significative à une plus grande sensibilisation à la violence sexuelle dans leur communauté au cours des 16 jours d'activisme.

Une autre stratégie que nous avons utilisée consiste à profiter de toutes les occasions possibles pour défendre les besoins et les préoccupations de nos mandants. Nous envoyons des messages, nous sensibilisons les décideurs clés lors de réunions, de rassemblements communautaires, de lieux de culte et sur les marchés afin de faire pression pour un changement de politique et des résolutions visant à promouvoir les droits des femmes.

Nous avons également développé des partenariats avec des organes clés, notamment l'Assemblée Nationale, les commissions nationales, les commissions techniques de l'Assemblée Nationale et le Sénat, entre autres, pour les sensibiliser aux rôles importants qu'ils jouent dans l'élaboration d'une législation qui améliore les conditions de vie des femmes au Burundi. Dans le même ordre d'idées, nous avons renforcé nos alliances avec

des organisations partageant les mêmes idées et faisant un travail similaire pour la paix et la sécurité. Nous reconnaissons que les chiffres comptent en matière de plaidoyer. Ainsi, ensemble, nous avons élaboré des plans d'action et rencontré des législateurs pour plaider en faveur d'une réforme des politiques.

Bahati Rubango
SOS-IJM

Nos stratégies sont largement influencées par le fait que, malgré toutes les guerres et tous les conflits qui ont eu lieu en RDC, les victimes ont rarement obtenu justice ou réparation. Bon nombre d'entre elles ont été déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Nous avons déjà mené des enquêtes et réussi à identifier certaines des victimes et des survivants de crimes de masse et de crimes contre l'humanité.

Par conséquent, notre première approche consiste à les rassembler en créant des associations qui servent de structures leur permettant d'exprimer leurs préoccupations et leurs demandes. Nous les avons également formées à certains des moyens par lesquels elles peuvent plaider pacifiquement pour la justice. Certaines de ces associations comprennent des femmes victimes et survivantes de violences sexistes (VSS).

Nous ne travaillons pas de manière isolée. Avec d'autres acteurs de la société civile, les associations ont mis en œuvre des initiatives de plaidoyer en faveur de la justice à différents niveaux, local, provincial et national. Parmi les principales parties prenantes engagées figurent la Commission politique et judiciaire de l'Assemblée provinciale et les membres du Parlement.

Nous avons notamment organisé un forum de haut niveau à Kinshasa, où la fondation de la Première Dame s'est engagée à créer un fonds national de réparation pour les victimes de crimes de masse et de VBG. Nous avons appris ici que lorsque vous n'êtes pas en mesure d'influencer le changement à des niveaux inférieurs, il peut être utile de passer à un niveau supérieur de plaidoyer.

Nous avons également mené des études afin d'évaluer les besoins de nos membres, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, et de mieux comprendre leurs préoccupations en matière de plaidoyer. Les résultats de nos recherches sont publiés et diffusés au public, afin de fournir des preuves à tout groupe susceptible d'être intéressé par des interventions de plaidoyer similaires.

La participation à des activités organisées en commémoration d'événements notables est également un autre moyen que nous utilisons pour influencer un changement positif. Par exemple, chaque 1er octobre, nous participons à la commémoration de Monseigneur Munzihirwa, qui était un fervent défenseur des droits de l'homme face au conflit et qui a été assassiné pour la même raison, à Bukavu. Il s'agit d'une méthode efficace qui permet d'améliorer la compréhension des droits de l'homme dans la vie des citoyens ordinaires.

Nous avons également mené des campagnes médiatiques impliquant des émissions de radio, la sensibilisation du public et des apparitions à la télévision afin de sensibiliser de manière créative aux questions clés du plaidoyer. Parfois, des victimes et des survivants ont été invités à partager leur histoire. De cette façon, le public peut demander au gouvernement de rendre des comptes sur les crimes commis qui ont été précédemment niés.

Joseph Issa
IPCA

Travailler avec des structures communautaires établies nous a propulsés bien plus loin que nous ne le pensions. Ces structures comprennent des associations locales de femmes et de jeunes, des personnes handicapées ainsi que des groupes de paix communautaires. Chaque activité que nous menons s'appuie sur leur expertise et renforce leurs capacités. En fait, plus nous nous engageons avec eux, plus nous consolidons notre stratégie de sortie lorsque le programme "Just Future" arrivera à son terme.

Lors de l'identification des structures communautaires, les objectifs du programme sont partagés, puis nous leur donnons les moyens de faire avancer les actions de plaidoyer. C'est sur ce point que nous nous sommes concentrés, car nous pensons qu'un succès vaut mieux que 50 tentatives ratées.

Nous sommes convaincus que les réseaux de femmes et de jeunes qui ont été établis continueront à mener des interventions de plaidoyer longtemps après la fin du programme.

Domaines clés d'apprentissage

Quels sont les domaines dans lesquels votre organisation pourrait bénéficier des connaissances/leçons/réussites d'autres personnes?

Godelieve Manirakiza
AFRABU

Le programme Just Future n'est pas seulement un programme national, mais aussi un programme régional et international. Ainsi, lors de la planification, nous devons prendre en compte le changement de politique au niveau régional et international. En tant qu'AFRABU, bien que nous ayons développé des stratégies de plaidoyer au niveau national, nous n'avons pas fait de même au niveau régional. Pourtant, nous vivons et travaillons dans des contextes en constante évolution au niveau national et régional qui influencent les initiatives de plaidoyer.

Nous devons également approfondir notre compréhension et suivre les cadres régionaux et internationaux afin de créer des interventions opportunes. Pour cela, il faut multiplier les partenariats régionaux et les événements d'apprentissage où nous voyons ce que les autres ont fait et apprenons d'eux.

Bahati Rubango
SOS-IJM

Pour l'avenir, certaines de nos principales questions de plaidoyer concernent la création d'un fonds pour indemniser les victimes et les survivants de VBG et de crimes contre l'humanité. Nous suivons également l'établissement et la mise en œuvre d'autres mécanismes de justice transitionnelle tels que les tribunaux spéciaux et une commission vérité et réconciliation pour que les victimes et les survivants obtiennent justice.

Nous espérions que le gouvernement de la RDC tirerait les leçons du Burundi et inviterait les Nations Unies à soutenir la mise en place d'une Commission vérité, guérison et réconciliation, mais cela ne s'est pas produit. Il est important pour nous que la population de la RDC comprenne l'histoire et le contexte de ces différents conflits, notamment en relation avec les pays voisins que sont l'Ouganda et le Rwanda. Cela reste un défi et nécessite des techniques de sensibilisation et de conscientisation améliorées et innovantes qui permettront d'atteindre la population dans son ensemble, afin de mettre un terme au cycle de la violence en RDC.

La pandémie de COVID-19 ne nous a pas laissés indemnes. Les restrictions de mouvement continuent d'affecter les activités prévues et les interactions avec nos électeurs. Certains événements ont été organisés en ligne, mais notre portée a été affectée par le manque de connectivité dans certaines régions.

Joseph Issa
IPCA

L'un des plus grands défis à la réussite du plaidoyer au Soudan du Sud est le manque de preuves pour informer et soutenir les initiatives de plaidoyer. L'IPCA est également touché. Nous voulons que tout notre plaidoyer soit basé sur la recherche et nous avons besoin de créer une unité de recherche au sein de notre organisation. Bien que l'Alliance Just Future ait des partenaires de recherche, leurs recherches se situent souvent en dehors de certaines de nos zones d'opération ou sur des questions sur lesquelles nous ne travaillons pas directement. Cela affecte notre capacité à développer des plans de plaidoyer complets avec une recherche limitée pour les soutenir.

Le contexte au Soudan du Sud est en constante évolution et une question importante aujourd'hui peut être remplacée par une question plus importante dans un mois. Parfois, des problèmes surgissent et nécessitent une intervention rapide, mais en raison des lacunes de la recherche, nous ne sommes pas en mesure d'y donner suite. Cela affecte notre crédibilité en tant qu'organisation, et par conséquent en tant qu'alliance. Disposer de notre propre unité de recherche garantira une meilleure compréhension des problèmes affectant le Soudan du Sud au fur et à mesure de leur évolution et nous permettra de réagir efficacement.

Plus généralement, il est nécessaire de renforcer la coalition de consolidation de la paix au Soudan du Sud. C'est peut-être un domaine dans lequel nous pouvons apprendre d'autres pays en ce qui concerne le maintien des coalitions. La coalition de consolidation de la paix au Soudan du Sud n'est pas aussi efficace qu'elle devrait l'être en raison de défis internes et externes. En interne, en raison du contexte politique, il existe une méfiance entre les différents acteurs, tandis qu'en externe, la coalition est sujette à des interférences politiques. De ce fait, elle travaille de plus en plus dans l'isolement, ce qui nuit au plaidoyer.

Même au sein de l'alliance Just Future, la conception du partenariat doit être flexible de manière à permettre aux partenaires locaux de prendre la direction totale des efforts dans le pays. Les écarts de communication doivent également être comblés entre les partenaires locaux et internationaux.

Objectifs pour engager et influencer le discours et la pratique politiques au niveau régional

Qu'est-ce que votre organisation espère atteindre en engageant les décideurs politiques régionaux et en participant à des espaces qui vous permettent d'influencer le discours et la pratique au niveau régional?

Godelieve Manirakiza
AFRABU

Notre participation aux efforts de plaidoyer au niveau régional donne l'occasion à nos membres d'exprimer leurs préoccupations et à nous d'amplifier leurs voix, pour un impact plus large au-delà du niveau national. En tant que membre de l'Alliance Just Future, c'est aussi une plateforme qui permet à l'alliance de parler d'une seule voix sur les questions qui affectent les femmes et les filles au Burundi. Ces espaces sont importants car ils nous permettent de nous engager dans les préoccupations omniprésentes et émergentes des femmes en matière de paix et de sécurité.

Cependant, notre participation à ces espaces a été limitée en raison de notre concentration sur le plaidoyer national. Ce n'est qu'un nouveau domaine dans lequel nous nous engageons, et nous espérons seulement pouvoir y apporter une contribution significative. Néanmoins, ces espaces restent des espaces d'apprentissage. Par exemple, lors de la 38è édition du GIMAC, où j'ai eu l'occasion de participer à un débat, j'ai appris que la nutrition et la sécurité ne sont pas des questions distinctes. Donc, en général, lorsque l'on analyse les questions qui touchent les femmes et les filles, il est important d'appliquer une lentille intersectionnelle.

Bahati Rubango
SOS-IJM

En ce qui concerne notre engagement avec les entités et partenaires régionaux, notre objectif est de partager nos expériences. Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas obtenir des changements en RDC par nous-mêmes et que nous devons nous appuyer sur l'expertise et les réseaux d'acteurs externes pour influencer les politiques dans notre pays. Lorsque nous ne sommes pas en mesure d'atteindre et d'engager les acteurs nationaux, certains acteurs régionaux peuvent influencer le changement.

Nous aimerions que l'Union Africaine et d'autres acteurs régionaux interviennent et co-créent des réponses à certaines des crises en RDC; par exemple, en mettant à leur agenda la crise sécuritaire en RDC, qui est une bombe à retardement. Il y a quelque temps, les habitants du Bénin ont manifesté pour protester contre la MONUSCO. Nous ne voulons pas que cela se produise en RDC. Nous ne voulons pas que ce qui s'est passé au Mali, au Burkina Faso et au Tchad se produise en RDC. Il convient de noter que depuis plus de 20 ans, la MONUSCO est présente en RDC mais que sa présence n'a eu aucun effet sur la réduction des

massacres ou des atrocités. Elle n'a pas réduit les meurtres, ni les viols. Nous voulons donc que la MONUSCO se concentre sur sa mission au Congo, à savoir la protection des civils. Les acteurs régionaux peuvent nous aider à cet égard.

Enfin, notre participation aux espaces régionaux est un moyen d'améliorer notre apprentissage à travers les expériences de paix et de sécurité d'autres pays africains dont l'histoire est similaire à celle de la RDC. Ceci dans les domaines de l'accès à la justice, de la réforme du secteur de la sécurité et de l'indemnisation des victimes et des survivants de violences sexuelles liées aux conflits.

Joseph Issa
IPCA

Je dois souligner le fait que le Soudan duSud a été établi dans un cadre juridique très limité, dont certains sont encore préjudiciables à nos principaux constituants. Notre engagement auprès d'acteurs régionaux et internationaux tels que l'IGAD, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et les missions diplomatiques vise à obtenir le soutien de ces acteurs afin de responsabiliser notre gouvernement et de pousser à une réforme juridique. Par exemple, nous avons adressé une pétition à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est concernant les lois discriminatoires, afin d'obtenir leur abrogation.

Nous espérons que les acteurs régionaux feront pression sur le système pour qu'il prenne en compte les besoins et les préoccupations des communautés marginalisées lors de la prise de décision. C'est important car nos dirigeants sont majoritairement des hommes et prennent rarement des décisions en faveur des femmes et des jeunes.

Les acteurs régionaux et internationaux ont également un rôle important à jouer pour veiller à ce que les parties à l'accord de paix au Soudan du Sud respectent leurs engagements, afin de garantir la paix et d'éviter l'instabilité due à des engagements non tenus.

Valeur de l'apprentissage régional et des échanges de réseaux sur l'agenda FPS

Comment avez-vous appliqué ce que vous avez appris suite à la formation sur l'Union Africaine et les communautés économiques régionales et à la réunion d'échange d'apprentissage et de réseautage régional?

Godelieve Manirakiza
AFRABU

J'apprécie les différentes opportunités d'apprendre des partenaires de l'alliance Just Future, au Burundi et dans le reste des pays du programme. Les réunions ont été bénéfiques au niveau personnel et organisationnel. Nous avons été en mesure d'apprendre ce que les autres font, comment ils le font, leurs progrès et leurs méthodes et nous avons également développé une meilleure compréhension de la portée et de l'impact du programme.

Lors de la réunion d'échange, par exemple, j'ai été très émue de voir qu'en plus de la consolidation de la paix et du plaidoyer, nous devions inclure le bien-être social dans nos stratégies. C'est un aspect qui n'était pas bien connu et qui n'était pas bien apprécié dans mes cercles.

Ce qui n'était au départ qu'une idée a abouti à la création d'un service de bien-être au sein de l'organisation pour répondre aux besoins de bien-être du personnel.

Après un échange similaire au Sénégal, nous avons mis en place un comité de suivi de six personnes: deux personnes du Burundi, deux de la RDC et deux du Sénégal. Ensemble, nous avons élaboré des recommandations et des résolutions, y compris la nécessité d'un plan d'action pour transférer les connaissances acquises aux participants des autres pays de Just Future qui n'ont pas pu participer à la réunion.

Bahati Rubango
SOS-IJM

Les réunions sont des occasions importantes pour nous de partager nos expériences et d'apprendre des autres partenaires de l'alliance. Par exemple, au niveau personnel, j'ai appris la nécessité d'aborder la justice et la sécurité d'un point de vue holistique, c'est-à-dire dans toutes ses dimensions, étant donné que la sécurité n'est pas seulement l'absence de conflit mais aussi le bien-être individuel, comme la sécurité alimentaire, la sécurité mentale, l'accès à la justice pour les femmes et les personnes handicapées.

Au niveau organisationnel, les réunions nous ont aidés à mieux comprendre la relation entre le genre et la sécurité et nous avons été en mesure de reconceptualiser nos activités dans cette optique. Par exemple, nous avons donné la priorité à la budgétisation du genre dans nos interventions.

Cependant, nous devons admettre que nous devons créer davantage d'espaces pour apprécier toutes les dimensions de notre travail. L'objectif devrait donc être d'augmenter le nombre de fois où nous nous rencontrons et analyser collectivement les questions clés, les stratégies réussies et les domaines dans lesquels nous devons repenser nos interventions.

Joseph Issa
IPCA

Après l'échange régional, nous avons établi un réseau informel d'acteurs de la société civile au Soudan du Sud, au Mali, en RDC et en Ouganda. Aujourd'hui, le réseau s'est élargi pour inclure des participants du Kenya, de la Somalie et de l'Afghanistan. Dans ce réseau, nous utilisons les stratégies de mise en réseau qui ont été partagées pour développer des relations avec des personnes ressources clés.

Bien que le réseau ne soit pas physique et qu'il ne communique que par le biais des médias sociaux- en utilisant un groupe WhatsApp, il nous a permis de rester informés des différents contextes nationaux, régionaux et mondiaux. Nous sommes également en mesure de suivre les principaux défis et opportunités en matière de plaidoyer. Notre souhait est que le réseau se matérialise en un réseau physique afin de pouvoir obtenir davantage de résultats.

En tant qu'institution, les enseignements tirés ont été déterminants dans l'élaboration de nos politiques de plaidoyer et de partenariat, qui ont depuis été approuvées par notre conseil d'administration. En outre, nous avons réussi à cartographier les principaux alliés et opposants du plaidoyer et à déterminer comment interagir avec chaque groupe. Nous sommes sûrs d'avoir des alliés au sein du ministère du Genre et du Parlement national, notamment le président du comité des politiques et de la législation. Nous développons également des stratégies pour renforcer nos relations avec d'autres acteurs gouvernementaux tels que le Ministère de la Défense.

Conclusion

Les succès encourageants des interventions de consolidation de la paix, telles que le renforcement des capacités des communautés les plus exclues à formuler des demandes en connaissance de cause, la création de mouvements pour renforcer l'action collective, les partenariats avec les détenteurs d'obligations et les campagnes multimédias menées par les acteurs de la société civile au Burundi, en RDC et au Soudan du Sud, peuvent servir de déclencheur à un changement plus large. Elles montrent qu'il est possible d'obtenir des résultats, même dans des circonstances difficiles telles qu'un espace restreint pour l'engagement civique et le dur impact de la pandémie de COVID-19.

Ainsi, pour s'assurer que le changement est inclusif, il faut donner la priorité à la participation significative de divers groupes de communautés marginalisées en facilitant l'accès, en créant un soutien et en renforçant les capacités de toutes les personnes impliquées. L'Alliance Just Future doit continuer à donner la priorité à un plaidoyer fondé sur les principes féministes d'inclusion, en cédant de l'espace aux organisations de base en les laissant définir l'ordre du jour et les questions de plaidoyer, en encourageant l'audace sur des questions qui ne seraient pas discutées ouvertement, et en s'attaquant aux causes profondes et pas seulement aux symptômes des conflits, dans une perspective fondée sur des preuves.

S'ils sont exploités, les enseignements tirés des interventions de plaidoyer nationales, régionales et mondiales, tels que l'élaboration de plans de plaidoyer pour guider le plaidoyer, la planification et la préparation précoces, ainsi que les tentatives délibérées de revendiquer des espaces, peuvent servir de tremplin aux interventions futures et amplifier l'impact du programme. De manière interconnectée, les domaines partagés de croissance, tels que la recherche et le renforcement du plaidoyer régional et mondial, offrent l'opportunité de construire des partenariats multipartites constructifs où les ressources peuvent être partagées pour réaliser des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

En outre, les expériences partagées par les partenaires du Burundi, de la RDC et du Soudan du Sud peuvent inciter les partenaires d'Afghanistan, du Mali et du Niger à s'interroger, à reproduire et à améliorer leurs approches actuelles en vue de mettre en place des institutions de sécurité et de justice plus accessibles, plus réactives et plus responsables, ainsi que des dispositions plus inclusives en matière de gouvernance politique et de rétablissement de la paix. En mettant l'accent sur le plaidoyer et l'influence, l'identification des domaines de complémentarité, de synergie et d'alignement entre les différents pays permettra d'accroître l'impact des efforts de plaidoyer aux niveaux local, régional et international.

Cependant, les efforts des partenaires démontrent également qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour garantir et protéger un espace civique adéquat dans les contextes fragiles. La facilitation du dialogue et de la coordination entre les détenteurs d'obligations, les détenteurs de pouvoir et les OSC aux niveaux national, régional et international doit être encouragée pour faire progresser la collaboration stratégique entre ces acteurs. Cela inclut des efforts concertés pour inverser la tendance au rétrécissement de l'espace civique, où qu'elle se produise.

En fin de compte, la vision de l'Alliance Just Future est celle d'un monde dans lequel tous les demandeurs de sécurité et de justice bénéficient de changements qui entraînent des relations de pouvoir plus inclusives, constructives et légitimes. Le résultat final des actions ci-dessus créera un environnement positif pour le développement durable, les sociétés pacifiques, la gouvernance responsable et la réalisation de l'Agenda 2030, en veillant particulièrement à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la réalisation de l'ODD16+.

Women's International Peace Centre

Amplifying Women's Voice and Power

Droits d'auteur © Women's International Peace Centre
Tous Droits Réservés